



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Cameroun

Question écrite n° 66549

Texte de la question

M Theo Vial-Massat attire l'attention de M le ministre délégué à la coopération et au développement sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections présidentielles au Cameroun. L'opposition ainsi que des observateurs étrangers ont constaté de nombreuses fraudes et irrégularités qui auraient profité à un candidat. Depuis, les arrestations brutales et arbitraires se poursuivent dans les rangs de l'opposition, la presse est bâillonnée, les libertés et les droits de l'homme sont continuellement bafoués. La Communauté européenne a clairement dénoncé les fraudes électorales et la répression au Cameroun aussi il lui demande de rendre publiques les conclusions du rapport de l'équipe française d'experts sur l'élection du chef de l'État camerounais.

Texte de la réponse

Reponse. - L'année 1992 a été au Cameroun le théâtre, après vingt-deux ans de régime du parti unique, des premières élections pluralistes. En avril, les législatives ont vu entrer au parlement trois nouveaux partis, le RDPC (ex-parti unique) n'obtenant qu'une majorité relative. En octobre se sont déroulées les élections présidentielles, avec la victoire du président Biya (39,9 p 100) devant M John Fruendi (35,9 p 100), président du SDF (social democratic front, qui avait boycotté les législatives). Ces résultats, proclamés par la cour suprême, ont été contestés par le leader du SDF qui s'est proclamé le véritable vainqueur, à l'inverse de l'autre opposant, M Bello Bouba (UNDP), qui s'est incliné devant ces résultats. Le SDF s'est notamment plaint de fraudes diverses (cartes d'élection douteuses, insuffisance de bulletins de votes, laxisme dans le contrôle des listes), critiques reprises par le NDI (national democratic institute) proche du parti démocrate américain. S'il est probable que des fraudes ont eu lieu, il est difficile, d'une part, d'en évaluer l'ampleur, d'autre part d'affirmer qu'elles n'ont profité qu'à un seul candidat, même si l'on peut penser que le pouvoir en place était mieux armé pour en tirer profit. Suite à la proclamation des résultats, des incidents ont éclaté, notamment dans la province du Nord-Ouest (au moins deux morts et plusieurs blessés). Le gouvernement a décidé d'instaurer l'état d'urgence à la fin du mois d'octobre et d'assigner à résidence le leader du SDF, alors que les arrestations se multipliaient et que des journaux étaient suspendus. Depuis, la situation a évolué vers un relatif apaisement : l'état d'urgence a été levé fin décembre, M Fruendi a retrouvé sa liberté de mouvement, comme l'essentiel des personnes arrêtées. Cependant, des journaux restent suspendus et des tensions politiques et sociales subsistent, liées tant au contexte politique qu'économique. S'agissant enfin de la publication d'un rapport d'experts français sur l'élection présidentielle, il n'y a pas eu de mission d'experts français sur ce sujet.

Données clés

Auteur : [M. Vial-Massat Théo](#)

Circonscription : - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66549

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : coopération et au développement

Ministère attributaire : coopération et au développement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 1993, page 258